

## Gambie

L'économie gambienne a ralenti en 2010, enregistrant une croissance de 5.4 %, contre 6.7 % en 2009, mais elle a relativement bien résisté aux effets négatifs de la crise économique mondiale sur les échanges, le tourisme et les transferts de fonds des expatriés. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre un rythme moyen de 5.6 % en 2011 et 2012.

Le climat économique de la Gambie demeure difficile, malgré certains progrès observés dans le secteur de la banque et des télécommunications. Le gouvernement met actuellement en œuvre des mesures destinées à soutenir l'agriculture, dont la majeure partie de la population dépend pour sa subsistance.

Les partenaires émergents du pays, parmi lesquels le Koweït, le Taïpei chinois et le Venezuela, jouent un rôle important pour la Gambie.

La Gambie est un pays à faible revenu, caractérisé par un déficit alimentaire structurel, mais a réussi à obtenir des taux de croissance relativement élevés au cours des trois dernières années. En 2010, la croissance a ralenti à 5.4 %, contre 6.7 % en 2009, dans un contexte de crise mondiale affectant toujours les réexportations, le tourisme et les transferts de fonds des expatriés. La croissance devrait connaître une reprise pour atteindre un rythme moyen de 5.6 % en 2011 et 2012. Les bons niveaux des récoltes - notamment de riz - et la progression des secteurs de la banque et de la construction ont tiré l'économie. Le nouveau plan d'investissement agricole national (*Gambia National Agricultural Investment Plan* - GNAIP) vise à améliorer la productivité du secteur agricole.

Le gouvernement est parvenu à maintenir la stabilité macroéconomique en dépit de fortes contraintes externes, telles que la réduction du volume d'aide fourni par les bailleurs internationaux et la contraction des recettes issues des échanges commerciaux, ainsi que l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires. La dette - intérieure et extérieure - demeure préoccupante, et son poids devrait s'accroître plus encore dans l'avenir proche. L'inflation est repartie à la hausse au premier semestre 2010. Ceci s'explique en partie par le financement du déficit budgétaire par la Banque centrale de Gambie, qui a réussi à maintenir l'inflation au-dessous de son objectif de 6 % en portant ses taux d'intérêt à 15 %. En 2011, l'inflation, alimentée par la hausse des cours du pétrole et des denrées alimentaires, devrait s'accélérer au cours du premier trimestre.

Soutenu par les investissements directs étrangers (IDE), le secteur bancaire se développe. L'intensification de la concurrence et l'accroissement des capacités ont entraîné une augmentation des dépôts et de l'offre de financements. Cependant, une part importante des crédits bancaires a été absorbée par l'État et la demande émanant du secteur privé reste limitée.

Avec l'appui de ses partenaires de développement, le gouvernement a pris une série de mesures destinées à promouvoir le secteur privé, telles que le projet de croissance et de compétitivité (*Growth and Competitiveness Project* - GCP) dédié aux échanges internationaux et à l'investissement étranger, et le GNAIP, visant à améliorer la productivité du secteur agricole. S'il était complété par une réforme agraire et le déploiement d'infrastructures, le GNAIP pourrait être la première étape vers un développement plus large de l'agriculture. Il pourrait également encourager les partenaires de développement à participer plus activement à l'expansion du secteur agricole.

La contribution des partenaires émergents dans l'économie gambienne demeure relativement limitée. Les partenaires de développement traditionnels, parmi lesquels la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque africaine de développement (BafD), conservent un rôle déterminant. Parmi les partenaires émergents, le Taïpei chinois reste le plus important, suivi de Cuba et du Venezuela. Par ailleurs, le Koweït exerce une influence croissante.

La situation politique en Gambie a été stable en 2010. L'intérêt pour une réforme des institutions semble cependant faible.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

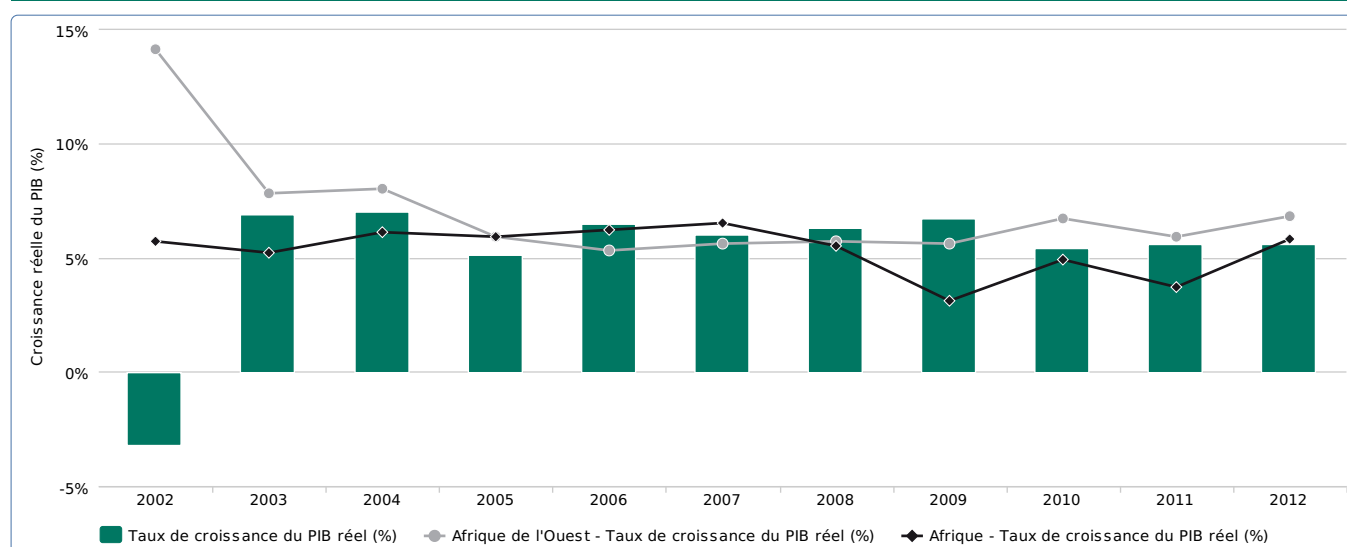
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	6.7	5.4	5.6	5.6
<b>Inflation IPC</b>	4.6	5.8	5.9	6.3
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-3	-2.7	-2.4	-1.5
<b>Balance courante % PIB</b>	-10.1	-12.2	-11.9	-11

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414326>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932411970>